

ACTION POUR LA PROTECTION DES DROITS HUMAINS ET DE DEVELOPPEMENT

Communautaire

APDHUD asbl

Action for Protection of Human Rights and Communal Development

Téléphone: (+243)993363159, (+243)842833845 et +243820071776

Email: lebonmulimbi@yahoo.fr

Apdhudasblrdc@yahoo.fr



DANGERS ET ECHEC DES PROCESSUS DE DDR

POUR LES ENFANTS DANS LA PARTIE EST DE LA RDC

Cet article propose une analyse critique de l'approche dominante des processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) en République Démocratique du Congo en se fondant sur les résultats de nos entretiens pendant notre recherche et les récits des jeunes ayant été associés à des groupes armés, l'article met en évidence certaines idées fausses du discours et de la pratique des Programmes de DDR mis en place pour les enfants et montre à quel point ils ont été éloignés des expériences réelles des jeunes. J'estime que l'indignation mondiale face au phénomène d'enrôlement des enfants est sélective et fait perdre de vue la violence structurelle profondément enracinée qui frappe durablement la vie des jeunes dans la partie Est de la République Démocratique du Congo.

Depuis le milieu des années 1990 selon le Rapport Mapping des Experts des Nations Unies publié pour la République Démocratique du Congo, l'utilisation et l'Enrôlement des Enfants par les groupes armés sont des questions régulièrement abordées lors des discussions Internationales sur l'expérience qu'ont les Enfants des conflits violents.

Du Rapport de Graça Machel en 1996 sur l'impact des conflits armés sur les Enfants au protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'Enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, adopté en 2000, en passant par le statut de Rome de la cour pénale Internationale, adopté en 1998, définissant l'utilisation et l'enrôlement des enfants de moins de 18 comme des crimes de guerre et contre

l'humanité, le phénomène des « Enfants soldats » a suscité une importante mobilisation au niveau mondial.

L'image d'un enfant avec une arme à la main est peut être l'une des plus puissantes de ce début de XXIème siècle. En soulignant la brutalité et l'injustice des conflits contemporains, elle va à l'encontre de la compétition occidentale de l'enfance comme période de vulnérabilité et l'innocence.

L'image de ce garçon de 14 ans dont le nom signifie « Innocent » qui fut obligé de commettre des violences sexuelles sur des femmes, suscite un sentiment confus de peur à l'égard de ces gamins endurcis et habitué à la violence, des enfants sous l'emprise de la barbarie irrationnelle de la guerre moderne. C'est une image forte pour mobiliser les médias et les bailleurs Nationaux et Internationaux afin d'obtenir les financements pour ce fait terriblement horrible.

Ces images de souffrances humaines liées aux conflits violents nous incitent à réfléchir de plus. Des recherches essentielles commencent à paraître sur les mesures prises au niveau International pour faire face au phénomène des enfants soldats et nous devrions nous interroger : « Dans un monde (pays) où des centaines de millions d'enfants souffrent de la pauvreté, de la malnutrition et d'enrôlement par force dans des bandes armées, il est curieux de voir comment la situation de 300 000 enfants soldats a suscité une telle attention au niveau International ».

En présentant le point de vue des jeunes ayant été associés à une violence Interminable dans la partie Est de la République démocratique du Congo, Cet article entend montrer à quel point les processus de DDR pour les enfants ont été éloignés des réalités de ces enfants. Même si l'on peut penser que ces processus tentaient d'améliorer la situation des enfants, face aux terribles souffrances que leur inflige la guerre, j'estime que l'indignation mondiale qu'a suscitée le phénomène des enfants soldats est trop sélective et fait perdre de vue les conséquences bien plus destructrices et profondément ancrées de la violence structurelle qui imprègne la vie dans la partie Est de la République Démocratique du Congo.

Je me fonde sur mon expérience professionnelle en tant qu'acteur défenseur des droits Humains sans distinction d'âge et sur mes recherches en violation des droits humains et dans d'autres domaines sur les jeunes vivant dans la partie Est de la RD Congo.

Depuis 2008, j'ai travaillé comme Agent de terrain et chercheur dans l'ONG **Action Pour la Paix et la Concorde** « APC en sigle » dans le cadre de Transformation positive des conflits, Analyses sur les dynamiques des conflits intra et inter-ethnique et/ou

communautaires, la bonne gouvernance et l'analyse sur le contexte socio-sécuritaire de la zone.

En 2011 ; j'ai effectué des travaux de recherches sur le terrain en tant que chercheur et coordinateur de ***l'Action pour la Protection des droits humains et de développement Communautaire « APDHUD en sigle »*** sous l'appui financier de l'ONG Internationale de défense des Droits humains ***Human Rights Watch*** coordonné en RDC par Mme Ida Sawyer (chercheuse senior et chargé des plaidoyers en RDC).

En 2012, j'ai effectué d'autres travaux des recherches sur le terrain sur les dynamiques des conflits armés en se basant plus sur les groupes armés opérant en territoire de Shabunda et Kalehe au Sud-Kivu et Walikale dans le Nord-Kivu sous l'appui financier de l'ONG International de ***Rift Valley Institute (RVI en sigle)*** sous la haute supervision de l'Expert chercheur Prof Dr Koen Vlassenroot de la Belgique et le chercheur Jason Stearns des Etats unis d'Amérique.

En 2013, j'ai effectué d'autres recherches sur le terrain dans le programme dénommé ***The Justice and Security Research Programme « JSRP en sigle »*** sous l'appui financier de ***l'Université de Gand de la Belgique*** sous la haute supervision encore de l'expert chercheur Prof Dr Koen Vlassenroot. Saisissant de cette opportunité sur le terrain ; mes recherches se fondent sur les entretiens entretenus au terrain avec différents acteurs dont les enfants associés aux groupes armés n'ont pas été épargnés de mes entretiens, il s'agit des enfants qui ont opéraient et opèrent dans des groupes armés actifs dans nos zones couvertes par nos recherches.

Le Désarmement, la Démobilisation Et la Réintégration des enfants, cas de Kalehe et Shabunda au Sud-Kivu et Walikale au Nord-Kivu

Lors de notre mission de recherche à Chambucha groupement de Walowaloanda en territoire de Walikale province du nord-kivu, j'ai eu la chance de s'entretenir avec 13 jeunes garçons moins de 17 ans qui travaillent au compte du mouvement Mai Mai Kifuafua du Général dissident Delphin MBaenda originaire de ce même groupement de l'ethnie tembo.

Ceux jeunes hommes m'ont déclaré qu'ils opèrent dans ce groupe armé, non seulement par ce qu'ils ont dans une contrainte d'y resté, mais aussi certains d'entre eux, ont perdu leurs parents pendant les opérations des Raia Mutomboki contre les FDLR et d'autres ont ajouté qu'ils ne peuvent plus supporter la vie civile selon eux, car ils ont intégrés les Mai Mai à l'âge de 9 ans.

Au faite nous avons constaté qu'il fallait que le DDR initie d'emblée un programme spécial de Détraumatisation avant qu'il procède à d'autres étapes prévue dans leur processus DDR en faveur de ces jeunes garçons ; car apparemment ils sont déçus avec la vie et ils n'ont plus d'espoir sur l'existence.

Trois garçons de ces 14 jeunes m'ont déclaré qu'ils avaient essayés de se rapprocher du programme DDR à Walikale quand le Mouvement Kifuafua avait intégré la Fardc, mais ils avaient pris fuite suite au manque d'encadrement et la réinsertion été non effective et inefficace pour supporter leur nouvelle vie civile.

Suite à cette incapacité du programme DDR, ils ont jugé utile de rejoindre encore le maquis, car leur chef avait déjà orchestré aussi une défection à Walikale en se rendant encore dans la forêt pour gérer de nouveau ces troupes.

Au cours de mes missions de recherche sur le terrain dans Kalehe comme dans Walikale, il est vraiment remarquable un nombre suffisant des jeunes hommes moins de 18 ans qui opèrent aussi dans le mouvement Raia Mutomboki, car dans notre rapport publié en Juillet 2013 sur le Recrutement des Enfants dans le Mouvement Raia Mutomboki, nous avons bien éclairé l'opinion que sur le 100% de l'effectif qui constitue le mouvement Raia Mutomboki ; plus ou moins 50 à 60% sont des enfants moins de 18 ans ; qui reçoivent nos sensibilisations en tant qu'organisations locales au sujet de se désolidariser avec les milices, mais nous nous réservons sur l'Etape de la réinsertion au sein de la communauté faute aux moyens d'encadrement de ces jeunes miliciens.

Les programmes de DDR mis en place pour les enfants en RDC, reposent beaucoup sur le cadre normatif International des Droits des Enfants. Ce pays a signé et ratifié la convention relative aux droits de l'enfant, la charte Africaine des Droits et des bien être de l'enfant, le statut de Rome, la convention concernant l'interdiction des pires et formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination (ou convention 182 de l'OIT) et le protocole Facultatif à la convention relative aux Droits de l'enfant concernant l'implication d'enfant dans les conflits armés.

L'affaire contre le chef d'une milice du District de l'Ituri Thomas Lubanga Dyilo, la première affaire jugée par la cour pénale Internationale l'accusait des crimes contre l'humanité pour avoir procédé à l'enrôlement et à la conscription de l'enfant de moins de 15 ans. EN 2009 ; le Gouvernement congolais adoptant le code national de protection de l'enfance qui comporte des dispositions interdisant l'utilisation et l'enrôlement de toute personne de moins de 18 ans.

L'on estime généralement que plus de 50% d'enfants ont été enrôlés et utilisés par des groupes armés à l'Est de la RDC depuis le début des années 1990 selon le rapport Mapping des experts des Nations Unies. Mais prévisiblement, la situation s'est aggravée lors de l'entrée de la Guerre de libération conduite par l'AFDL via Mzee Laurent Désiré Kabila en 1996.

Si le défunt Président Mzee Laurent Désiré Kabila a répandu l'utilisation des enfants au moment des guerres de « libération » les milices locales et les Groupes rebelles ont régulièrement utilisé la même routine en enrôlant les garçons et des jeunes gens pour compléter les effectifs de leurs troupes.

Depuis le premier programme de DDR mis en place pour les enfants en 1999, l'Unicef estime à plus de 31 200 le nombre d'enfant officiellement démobilisés, mais malheureusement nous retrouvons d'autres dans des groupes armés nouvellement créés, d'autres opèrent dans la zone comme des voleurs mains armées ainsi que d'autres deviennent des enfants récalcitrants au sein des leurs communautés où ils ne sont pas maitrisables soient par les parents ou par les voisins.

C'est suite à ces observations et des réalités rencontrées lors de nos recherches que sur le terrain que nous disons que le programme de DDR avait échoué mais pas totalement ou lamentablement.

C'est au niveau des méthodologies, de l'approche, et à la mauvaise définition des perspectives d'avenir de pérennisation des activités où *le programme/projet a connue l'échec ou la déficite et qui a conduit le programme à un disfonctionnement pire et simple et inefficace.*

Les principes de paris définissent les critères permettant de bénéficier d'un tel programme. Un « **Enfant associé à une force armée ou à un groupe armé** » est toute personne âgée de moins de 18 ans qui est ou a été recrutée ou employée par une force ou un groupe armé, quel que soit la fonction qu'elle y exerce. Il peut s'agir, notamment mais pas exclusivement, d'enfants, filles ou garçons, utilisé comme combattants, cuisiniers, porteurs, messagers, espions ou à des fins sexuelles. Le terme ne désigne pas seulement un enfant qui participe ou a participé directement à des hostilités.

Le processus Officiel de DDR

Le programme National de DDR pour les enfants prévoit d'identifier un enfant avant de le séparer d'un groupe armé. Ensuite, les chefs militaires doivent autoriser un agent chargé de la protection de l'enfance à rencontrer l'enfant pour vérifier son âge. S'il a moins de 18 ans, l'enfant est désarmé (s'il possède une arme) et libéré par son chef.

L'enfant entame alors le processus officiel de « démobilisation » qui impose souvent un séjour dans un centre (ou une famille d'accueil) pour plusieurs semaines ou mois.

Pendant cette phase, les enfants participent à des activités sociales, psychosociales, éducatives et récréatives pour favoriser leur réadaptation à la vie civile. Des recherches sont effectuées pour retrouver la famille de l'enfant. Celui-ci peut ensuite rejoindre sa famille et commencer la phase de « Réintégration ». Les processus de DDR soutiennent alors l'enfant en lui proposant une formation professionnelle, une éducation scolaire ou une activité lucrative.

Dans les faits, cette succession de phases est rarement respectée par les institutions qui se responsabilisent ce processus. En raison peut être de la complexité et de la récurrence de violence dans la partie Est de la RDC, tout intervenant extérieur doit connaître les origines sociales, économiques et Historiques du conflit et savoir s'y adapter, mais les acteurs de la protection de l'enfance ont rarement les moyens, les temps et les fonds pour mettre en place des mesures nuancées sur le long terme.

Les programmes de DDR pour les enfants sont rarement plus que des exercices logiques coûteux ne tenant pas compte des choix très limités des enfants ni de leur pauvreté extrême alors que ces facteurs sont à l'origine du phénomène de l'enrôlement des enfants. En relatant plus loin l'expérience de deux jeunes ayant été associés à des groupes armés, nous montrerons à quel point les deux idées principales des programmes de DDR destinés aux enfants sont éloignés de leur réalité.

Dénoncer les idées largement répandues concernant l'enrôlement Forcé des enfants et leur statut de victime

L'Engagement Volontaire

Je voudrais contribuer à mon niveau aux efforts des autres acteurs tant nationaux qu'internationaux que ceux ayant enrôlés des enfants soient tenus responsables de leurs actes ignobles. Depuis 2008, j'ai commencé mes recherches et j'ai réuni des informations pour une banque des données enregistrant certains noms des chefs militaires soupçonnés d'avoir enrôlé les enfants dans leurs bandes armées respectives.

Pour ce faire, j'avais recensé plusieurs informations auprès de jeunes garçons qui ont été associés aux groupes armés avant l'âge majeur.

Sur tous ces enfants, certains décrivaient leur enrôlement dans les bandes armées comme étant volontaire et d'autres comme forcé, c'est-à-dire involontaire. Le fait que dans près de la moitié des cas que j'ai examinés certains d'eux parlaient d'engagement

volontaire vient contredire l'idée répandue qui considère les enfants comme des êtres sans défense face à d'ignobles chefs militaires.

De toute évidence, la notion d'engagement « volontaire ou involontaire » est problématique dans le cadre d'un conflit encours et les jeunes n'ont souvent d'autre possibilité que de choisir la moins pire de plusieurs perspectives sinistres.

Le fait qu'autant d'enfants aient ainsi exprimé leur « Responsabilité tactique » montre bien qu'il reste beaucoup d'éléments à comprendre sur les raisons qui motivent les jeunes à s'engager dans des groupes armés.

Un jeune homme m'a raconté son histoire. Son récit nous donne des informations intéressantes sur la façon dont les enfants sont responsables et peuvent évoluer dans l'extrême complexité d'un conflit encours.

En 1996, il avait été recruté par l'Alliance des Forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) alors qu'il était âgé de sept ans.

Il a raconté ainsi sa première expérience avec le mouvement de rebelles :

En 1996, la guerre est arrivée dans notre village, ma famille a fui vers le centre d'agglomération nous y sommes restés pendant trois mois. Quand nous sommes rentrés, on ne savait pas qui commandait, mais Mzee Laurent Désiré Kabila dirigeait les opérations d'enrôlement. Moi et tous les garçons avec qui j'avais grandi, nous avons été obligés d'entrer dans l'AFDL. Ils nous ont amenés dans les plaines de Ruzizi et nous ont appris pendant cinq mois comment utiliser des armes. Ensuite nous avons reçu des armes et des uniformes et nous avons commencé à nous battre en faveur de l'AFDL de Mzee Laurent Désiré Kabila.

Quand Mzee L.D.Kabila a pris le pouvoir à Kinshasa, mon bataillon était revenu à la base près de l'aéroport. Quand le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) est entré à Bukavu en 1998, ils ont pris notre base et ont tué tous les officiers de l'AFDL

Sauf six. Les soldats qui restaient ont été obligés d'amener les corps et de les brûler avec du Benzène. Ces soldats furent ensuite tués d'une balle.

D'autres soldats qui étaient allés chercher refuge auprès de la police furent tués de la même façon.

Six d'entre nous avons réussi à suivre et à nous échapper. D'eux d'entre nous, nous sommes cachés avec notre commandant. Deux semaines plus tard, le RCD pris Bukavu,

nous sommes partis à pied pour Goma où nous sommes restés avec la famille de notre commandant, il a négocié pour que nous soyons intégrés dans le RCD.

Le récit de ce jeune homme peut être interprété de multiples manières, mais ce qui m'avait le plus frappé à l'époque c'était la façon dont il parlait de son commandant dans l'AFDL. Il le voyait comme son protecteur, celui qui avait offert un abri et de la nourriture lorsqu'ils avaient fui les forces du RCD qui progressaient et lui avait permis d'être intégré dans le RCD.

Son récit montrait qu'il comprenait la violence politique dans laquelle il avait été impliqué, ce qui ne lui semblait pas vraiment exceptionnel : il faisait simplement la même chose que « tous les garçons » avec qui il avait grandi. Mais sa participation au conflit prit un nouveau sens et devint très personnelle.

Ce qui m'a intéressé de raconter dans cet article le récit de ce jeune homme, c'est le fait qu'il travaillait dans un groupe armé comme RCD dont les membres de ce groupe armé à tuer les membres de sa famille mais lui étant incapable de les empêcher suite à l'incapacité politique, physique et morale.

Des jeunes déterminés qui ne se considèrent pas comme des victimes

La deuxième idée dominante concernant les programmes DDR, pour les enfants, fut énoncée en septembre 2011 par le secrétaire Général Adjointe Radhika Coomaraswamy, Représentante Spéciale du secrétaire Général pour les enfants et les conflits armés, dans un discours prononcé au conseil des Droits de l'homme.

Elle déclara : « *les enfants devraient être traités avant tout comme des victimes et non comme des criminels* » les pratiques et politiques internationales en matière de protection de l'enfance considèrent toujours les enfants comme des victimes, alors que de nombreuses recherches contestent cette approche, d'autant plus que ces enfants commettent aussi beaucoup d'exactions et des crimes contre l'humanité.

Des chercheurs travaillant en Israël et en Palestine, en Irlande du nord, en Afrique du sud et dans le nord de l'Ouganda ont montré que de nombreux enfants ne sont aussi traumatisés par leur implication dans un conflit violent qu'on peut souvent le penser, et qu'ils sont généralement capables de s'adapter et de faire face aux risques et aux difficultés de façon surprenante.

Comme je l'ai démontré dans mes recherches précédentes, la résilience explique la façon dont les enfants réagissent face à l'insécurité et la violence.

Dans la littérature psychologique, la résilience est définie comme le processus dynamique d'ajustement qui aboutit à une issue relativement positive après avoir été confronté à des risques qui auraient pu conduire à la psychopathologie ou à d'autres effets secondaires graves. La théorie de la résilience tient compte de concepts comme le « locus de contrôle » et étudie le rôle de la famille et des réseaux de soutien social ainsi que les processus d'attribution de sens. Ces considérations d'ordre théorique permettent de comprendre ce que les anthropologues peuvent décrire comme une réaction constructive face à des conditions sociétales difficiles.

Dans le cadre de mes recherches, j'avais rencontré une jeune fille qui vit dans le territoire de Kalehe. Son récit donne une idée de la façon dont les enfants vivent leur association avec des Groupes armés. J'ai rencontré pour la première fois cette jeune fille de 22 ans en 2010 et depuis je suis resté étroitement en contact avec elle. Son témoignage montre lui aussi, que de nombreux jeunes sont loin de se considérer comme des victimes et qu'ils font preuve de courage et de résilience.

Elle avait été enlevée par les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) lors d'un des nombreux affrontements qui eut lieu dans son village rurale au plus fort du conflit armé. Elle fit un récit bref du temps qu'elle passa avec ses ravisseurs.

Il y a les choses que l'on arrive à oublier et une fois les oublies, c'est pour toujours. Mais il en a qu'on ne peut jamais oublier. J'étais en quatrième année d'école secondaire et j'avais 15 ans et demi et nous étions en 2003. Le 1^{er} Août 2003, j'ai été enlevée par les FDLR et je suis restée avec eux dans la forêt pendant sept (7) mois.

Un jour, elle réussit enfin à s'échapper et à retourner chez elle. Alors qu'elle n'avait pas donné beaucoup de détails sur ce qu'elle avait vécu pendant cette période avec les FDL, elle décrivit avec force détails son retour chez elle. Cette période influence toujours fortement ses pensées.

J'ai reçu à m'échapper le 7 mars 2004 et à retourner chez moi. A l'époque, j'étais enceinte de sept mois. Ma famille n'arrêtait pas de me dire que je devais me faire avorter. Ils voyaient ce bébé, le serpent, comme un ennemi. Mais je voulais le gagner, je pensais que c'était la volonté de Dieu. Toute ma famille me haïssait. Ils étaient tous fâchés contre moi, ils m'ont dit qu'ils avaient perdu leurs vaches parce que j'avais été violée.

Alors qu'elle était rejetée par tous et subissait cette violence psychologique énorme, elle refusa d'avorter. Son engagement pour cet enfant à naître était lié à sa foi

spirituelle, sa façon d'accepter ce qu'elle avait subi. Le fait d'être rejetée par sa famille la perturbait profondément.

Plus tard elle raconta que des membres des FDLR enlevèrent aussi sa jeune sœur et la tuèrent. La mort de sa sœur bouleversa profondément sa famille : « *Mes parents perdirent alors tout espoir. Ils pleurèrent la disparition d'une autre de leurs filles* ». Elle ajouta doucement, « *pour eux, je suis morte* »

Cette jeune femme est incroyablement dynamique qu'à jamais, mais il est clair qu'au fil des années elle a fini par admettre que sa famille l'avait rejetée.

Elle exprime régulièrement une crainte concernant son avenir : « *Je rêve de me marier un jour, mais je ne trouverai jamais un homme qui m'acceptera et qui aimera mon fils* ».

Je rencontre constamment cette jeune femme à chaque fois que j'arrive à Kalehe centre. L'espoir de se marier et de trouver une certaine stabilité reste pour elle une préoccupation importante. Son fils, aujourd'hui âgé de 7 ans, est toute sa vie.

Elle aussi a suivi un programme de DDR pour les enfants et bénéficiée d'une formation de confection, mais ces connaissances ne lui permettent pas vraiment de gagner de l'argent. Aujourd'hui elle passe ses journées à faire des petits boulots ou à demander aux autres de l'aider financièrement. Son fils va à l'école primaire et elle en est à sa deuxième année d'études Universitaires ;

Elle refuserait que le mot « *Victime* » figure dans son histoire.

Le danger de l'indignation sélective

Cet article entendait contester les idées récurrentes et le discours habituel sur les conséquences de l'association des enfants avec des Groupes armés.

En évoquant les expériences complexes des certains jeunes enquêtés lors de mes recherches, j'espère avoir montré à quel point les Programmes de DDR pour les enfants sont éloignés des besoins réels des enfants et des jeunes.

Le but de mes recherches est de montrer qu'aujourd'hui la République Démocratique du Congo surtout la partie Est, ce n'est pas tant l'association avec des Groupes armés, mais la « violence invisible »- la violence structurelle –qui frappe le plus durement la vie des jeunes. L'on peut définir la violence structurelle comme les processus d'inégalité sociale et d'oppression politico-économique chroniques ancrés dans l'histoire, une forme de violence particulièrement insidieuse parce qu'elle est « *Silencieuse et ne se voit pas* ».

Aujourd'hui l'impact de la violence structurelle en République Démocratique du Congo, est évident lorsqu'on entend le désespoir et le défaitisme des jeunes qui me disent de plus en plus « **Aujourd'hui c'est pire qu'hier et demain sera probablement pire qu'aujourd'hui** »

De nombreux jeunes ont exprimé le même sentiment que cette personne rencontrée lors de mes recherches : « **Pendant la guerre, je ne pouvais rien faire pour me protéger, mais aujourd'hui, je ne peux toujours rien faire pour changer les choses** »

A Chambucha, dans le groupement de Walowaloanda en territoire de Walikale, un autre jeune que j'interrogeais sur ses aspirations, m'a répondu : « **Pourquoi devrais-je penser à mon avenir ? Je suis déjà mort** ».

J'avais discuté encore avec un groupe de jeunes et ils ont essayé de m'expliquer comment ils ressentent cette impuissance :

A l'intérieur, nous sommes détruits. Nous n'avons plus confiance. Nous sommes incapables de nous défendre. Nous avons compris que nous n'avons aucun pouvoir, il n'y a rien que nous puissions faire pour nous protéger. Nous avons compris qu'à chaque fois que nous tenterons de nous défendre, nous serons punis par la force.

Conclusion

Aujourd'hui, la vie en République Démocratique du Congo est aussi difficile que complexe. Les hypothèses simplistes sur lesquelles reposent les processus de DDR pour les enfants négligent le fait que face à la complexité du Conflit armé dans la partie Est de la RD Congo de nombreux jeunes se montrent responsables et courageux.

Il faut aller au-delà de la stratégie de DDR et chercher à comprendre les multiples façons dont les jeunes vivent les conflits violents et leur font face.

Comme nous l'avons vu, l'indignation internationale que suscite l'association d'enfants avec des groupes armés est dangereusement sélective car elle fait perdre de vue des conséquences structurelles plus profondes. Il serait certainement plus pertinent de reconnaître qu'aujourd'hui, en RD Congo les jeunes se heurtent aux structures opprimantes de violence, à la pauvreté et qu'ils n'ont pas aucune opportunité pour s'en sortir dans ce fléau qui gangrène qu'à jamais la communauté.

Tout cela stimule le phénomène d'enrôlement des enfants et ce n'est qu'en luttant contre ces facteurs que l'on pourra protéger efficacement les enfants.

Recommandation

Enfin, nous aurions souhaité que les bailleurs des fonds Nationaux et Internationaux puissent mettre en disponibilité des moyens suffisants pour accompagner les Organisations congolaises qui interviennent dans la sensibilisation des enfants œuvrant dans des milices et Groupes armés car ils sont nombreux et ils ont la volonté de réintégrer encore la vie civile, mais les conditions de vie ne permettent pas de supporter leur coût de vie au sein de la communauté. Il fallait que la communauté Internationale influence la volonté politique congolaise afin de définir un mécanisme opérationnel très pratique afin de définir les voies et moyens sur la pérennisation des actions de DDR en RDC et surtout sur les modalités pratiques sur la réinsertion au sein de la communauté des enfants qui ont été associés au Groupes armés, et surtout que cette pratique d'enrôlement d'enfants dans des groupes armés, devient l'arme lourde que les chefs miliciens congolais appliquent pour mettre en évidence les générations futures et qui donne un risque très ouvert à la Nation congolaise, car ces jeunes vivront une vie et un esprit de revanche et de règlement de compte. Avec une telle société, c'est presque toute la nation qui est mis en danger.

Fait à Bunyakiri/SK/RDC ; le 19/06/2014

Lebon MULIMBI

Chercheur et Coordinateur de l'APDHUD asbl/RDC